

Compte rendu

Ouvrage recensé :

LAVIGNE, Marie. *The Economies of Transition -From Socialist Economy to Market Economy*. New York, St. Martin's Press, Inc., (second edition), 1999, 328 p.

par Éric Brunat

Études internationales, vol. 31, n° 3, 2000, p. 582-587.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/704198ar>

DOI: 10.7202/704198ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

**The Economics of Transition –
From Socialist Economy
to Market Economy.**

LAVIGNE, Marie. New York,
St. Martin's Press, Inc.,
(second edition), 1999, 328 p.

Il est des ouvrages dont la qualité et la rigueur pédagogiques, dont le niveau de synthèse, dont l'importance des données statistiques permettent de nourrir des études comparatives et susciter des réflexions, dont la bibliographie choisie et abondante est un point d'appui historique, factuel et théorique des bases fondatrices d'un système économique et des processus de transformation : celui de Marie Lavigne présente de telles qualités. Au sein d'une littérature foisonnante après dix années de transformations économiques et sociales des économies socialistes, cet ouvrage de premier ordre ne peut pas être contourné. Il s'agit d'une référence (comme l'a été « Les Économies socialiste, soviétique et européenne » dans les années 70 et 80) qui s'inscrit dans une démarche comparative (les pays ne sont pas analysés en tant que tels) des performances différenciées et des situations de transition en Europe centrale et orientale appuyée sur les fondements du système socialiste. Marie Lavigne considère que son ouvrage est d'abord une tentative d'éclaircissement utile pour les étudiants en économie, en science politique et en histoire de l'Europe de l'Est, un guide pour les chercheurs, une étape vers d'éventuels approfondissements. Cette vision sous-estime l'importance de l'ouvrage de référence qui présente un panorama de la transformation de l'économie socialiste en économie de marché avec une analyse approfondie

de l'économie de transition sans pour autant aller jusqu'à élaborer une théorie de la transition. Cette possibilité est en revanche étudiée et discutée au sein du chapitre dix.

La structure de l'ouvrage est faite de deux parties distinctes. Chacune est constituée de cinq chapitres. La première vise à présenter les moments préliminaires, les méthodes et l'histoire qui fondent les déterminants du socialisme réel. La seconde partie s'appuie sur les fondements et les racines spécifiques du système pour analyser et comprendre les difficultés des politiques économiques et la complexité des processus de transformation. Il convient de saisir le passé pour caractériser les inerties et expliquer les succès et désillusions du présent.

La partie 1 est donc centrée sur l'étude du socialisme « réel » en contraste avec les travaux des marxistes utopiques de la fin du XIX^e siècle orientés vers la définition d'un socialisme idéal. Le premier chapitre analyse les racines du système, les institutions fondatrices, le rôle du parti unique, la propriété étatique ou collective des moyens de production et l'importance de la planification impérative et centralisée comme mode de coordination et d'allocation des ressources. Le caractère administré des prix est mis en évidence pour souligner *in fine* que la survie des firmes n'était pas liée à leur capacité à réaliser des profits mais à leur aptitude à marchander des objectifs quantitatifs et des ressources avec les autorités. Le tout charpentant une planification en volume (la monnaie est passive et joue un rôle secondaire de coordination et d'allocation) où chaque échelon a tendance à sous-estimer ses capacités et à surestimer

ses besoins. L'économie de l'ombre (shadow economy) et les bases de la corruption avec détournement de biens relevant de la propriété d'État, sont également mis en évidence. Une telle situation enracinée dans la structure socialiste a aidé les anciens dirigeants à s'approprier des pans entiers de l'industrie lors des premières heures de la privatisation (sans que la complexité et le rôle de la monnaie soient véritablement compris). D'un autre côté, l'imbrication « planification-parti » a dégradé durablement l'image de toute forme de plan et d'action étatiques volontaristes pour les gouvernements de la transition.

Au sein du chapitre second, c'est l'histoire du système qui est relatée, sa genèse, son évolution, son effondrement au sein des pays de l'ex-URSS, en Europe centrale et orientale mais aussi en Chine ou dans les pays du tiers-monde à orientation socialiste. L'analyse va du communisme de guerre, en passant par la NEP, le stalinisme et le post-stalinisme. Toutes les variantes du modèle sont présentées, de l'expérience soviétique à la tentative du socialisme autogestionnaire yougoslave, avec de multiples situations différenciées en Europe avec par exemple une Pologne à l'agriculture privée ou une Hongrie qui maintiendra une activité commerciale elle aussi largement en dehors de la sphère étatique. La NEP des années 20 est particulièrement étudiée comme première tentative de passage du socialisme à une forme de capitalisme ; cette période sera une référence observée pendant la période réformatrice de M. Gorbatchev.

Le chapitre trois est consacré à l'analyse des réformes et de leurs

échecs. En fait, il s'agit de l'évolution (dérive) de l'économie de commandement vers une économie de marchandage où les ressorts de l'économie de marché ne parviennent pas à être introduits et les grands trusts d'État démantelés. En pleine déstalinisation, il convient de favoriser l'autonomie des firmes en matière de prix et de financement, d'investissement et de sensibilité au profit maximum. Selon Marie Lavigne, la littérature occidentale ne rend pas correctement compte du fonctionnement des monopoles socialistes (ce qui a des incidences pendant la période de transition). L'auteur explique aussi que le maintien des fondements du système (primat du politique, propriété étatique) a nui à l'émergence de mécanismes marchands et a conduit à l'échec des tentatives de réforme. Il y a une incompatibilité entre la coordination par les prix et les résultats financiers d'une part et le maintien du monopole d'État et du parti d'autre part. Marie Lavigne dresse dans ce chapitre une typologie des tentatives de réforme, de la réforme des prix et de la décentralisation des décisions en Hongrie et en Pologne en passant par les réformes technocratiques est-allemandes, la gestion conservatrice en Tchécoslovaquie, l'action autoritaire et velléitaire en Roumanie, la marge de manœuvre limitée par l'URSS de la Bulgarie et la Perestroïka de M. Gorbatchev dès 1985 – 1986. Chacune de ces tentatives vient buter sur le mixage impossible des deux systèmes. Pour toutes ces raisons, les grands trusts auraient dû être démantelés et restructurés avant d'engager les processus de privatisation lors de la période de transition.

Avec le chapitre quatre, l'auteur montre à l'aide d'une analyse des distorsions statistiques que les performances du socialisme réel étaient plutôt médiocres. Fondée sur la croissance extensive, il n'a jamais été possible d'intensifier l'utilisation des ressources et des facteurs de production et ce pour toutes les variantes de l'expérience socialiste. Ce point est sans doute – même si l'auteur considère que ce n'est pas la raison première – une explication de l'effondrement du système. Il est vraisemblable en effet que l'épuisement des facteurs n'a pas permis de poursuivre la croissance extensive et la rigidité globale d'intégrer la complexité et la modernité. Les indicateurs quantitatifs mis en évidence montrent le caractère caché du chômage et de l'inflation tandis que les indicateurs qualitatifs évaluent le développement de l'économie seconde, la régulation pénurique et le déclin des incitations idéologiques.

Le chapitre cinq concerne les relations économiques internationales des pays socialistes et constitue probablement l'un des moments importants de l'ouvrage. Ici, les relations Est-Sud et Est-Ouest sont analysées avec la même rigueur. Monopole d'État et planification du commerce extérieur, inconvertibilité des monnaies socialistes, recherche d'un taux de change réaliste, étude du fonctionnement du CAEM sont présentés avec détails et précision. Par le biais des taux de change et de la division internationale socialiste du travail (division du travail au sein du CAEM), l'auteur montre que les échanges intra-CAEM étaient contre-productifs. Il s'agissait en fait d'un jeu à somme négative au sein duquel chaque acteur était perdant (surcoûts, gaspillages, incohérence

industrielle, distorsion dans la production, priorités stratégiques et politiques au détriment de la consommation intérieure...).

La partie II est consacrée à l'analyse de l'effondrement et à la complexité des processus de transition. Le chapitre six met l'accent sur la fin du système socialiste. Le monopole du parti a été véritablement ébranlé pour la première fois par la Perestroïka de M. Gorbatchev. Cette tentative de modernisation et de reconstruction économiques a en fait déstabilisé l'édifice soviétique pour déboucher sur une crise ouverte en 1989. Une nouvelle fois le mixage de la logique soviétique et des outils de l'économie de marché s'est avéré tout à fait impossible. C'est cependant la Glasnost (ou transparence en politique et dans la société) qui aura raison du monopole du parti. L'effondrement aura lieu dans un premier temps en Europe centrale et orientale mais les événements seront légitimés d'URSS.

La croissance économique s'émoussait, la productivité du travail et du capital ne parvenait pas à être améliorée, le poids du complexe militaro-industriel devenait insupportable, enfin la consommation restait insuffisante, mais c'est bien politiquement que l'expérience a pris fin, de façon pacifique. La rupture politique, aux racines économiques, a alors engendré la disparition du CAEM et l'éclatement des États multinationaux telles l'URSS, la Tchécoslovaquie ou encore la Yougoslavie.

Avec le chapitre sept, Marie Lavigne analyse les résultats de la stabilisation macroéconomique et les réformes structurelles. Celles-ci, y compris pour les situations les plus favorables ne permettaient pas

d'espérer des résultats très positifs. Cette appréciation est émise après étude précise des mesures et des premiers programmes. La masse monétaire excédentaire a été rapidement éliminée avec la libération des prix et la réduction drastique des subventions. En revanche, la transformation qualitative et quantitative de l'offre de biens n'a pas été significativement modifiée en temps réel, ou en tout état de cause, a été repoussée dans le temps. Les changements structurels ont été peu stimulés par la seule politique de stabilisation. Celle-ci, outre la politique monétaire restrictive, visait à rééquilibrer le budget de l'État, à développer une politique fiscale et des revenus de lutte contre l'inflation, à libérer les échanges extérieurs, à favoriser la convertibilité interne et à dévaluer les monnaies. Cette politique de stabilisation a donc été couplée avec une politique structurelle plus spécifique. Celles-ci ont été et restent au centre d'un débat sur les séquences de la transition, sur le rythme des mesures à déployer (thérapie de choc *versus* gradualisme). L'influence du FMI sur les gouvernements démocratiquement élus et pleinement responsables a été forte. La privatisation des entreprises et le démantèlement des monopoles afin de stimuler la concurrence et la contestabilité des marchés émergents ont été les premières priorités avec la constitution d'un environnement bancaire et d'un cadre fiscal normaux. Le tout devait être accompagné d'une restauration des filets sociaux voire d'une politique industrielle de nature à stimuler l'appareil de production et donc l'offre. Les gouvernements, en revanche, n'étaient pas prêts à appliquer la loi sur les faillites et les firmes ont

souvent continué d'agir en ultime filet social, l'emploi est donc resté élevé malgré la récession et la chute des activités de production.

Malgré les résultats différenciés par rapport aux mesures prises (quasiment les mêmes pour tous les pays y compris la Hongrie souvent qualifiée d'exemple de gradualisme), la stimulation volontariste de la croissance ou le retour à un soutien de type keynésien de la demande n'est pas explicitement à l'ordre du jour. Le poids du FMI et de la Banque Mondiale reste important (pour permettre l'émergence d'une économie normale et satisfaisante les critères de l'Union européenne pour les pays candidats) même si les dévaluations ont affaibli les salaires réels et le crédit bancaire limité a contraint pour l'instant la croissance générale de l'offre et la transformation des structures.

Le chapitre huit est centré sur les conditions de la privatisation, la transformation et le contrôle des unités de production étatiques. La réforme structurelle est présentée à l'aide de tableaux de synthèse. L'action de privatisation a été engagée sans véritable restructuration préalable, sans marché financier ou réforme bancaire significative. D'emblée, la privatisation a donc posé de considérables problèmes de gouvernance d'entreprise, de contrôle et de gestion de la modernisation et de l'emploi. De nombreuses firmes (Russie) ont été contrôlées par des « insiders » et autres collectifs de travailleurs. Rapidement les banques ont racheté la majorité des parts directement ou par des fonds d'investissement. La concentration de la propriété, les liens personnels, la spéculation financière ont souvent

contribué à bloquer la restructuration. Marie Lavigne dans ce cas considère que le principe d'une politique industrielle mérite d'être étudié.

Le chapitre met cependant l'accent sur l'évolution différenciée des pays et montre combien l'émergence institutionnelle caractérise aujourd'hui l'Europe centrale et orientale : transformation du marché du travail, réforme fiscale, réforme de l'agriculture, réforme bancaire et financière. La distance avec la situation russe (expliquée en grande partie par les conditions de départ) permet de mieux comprendre la crise de l'été 98 qui secoue alors la Fédération.

Le chapitre neuf analyse les nouveaux liens établis entre les pays d'Europe centrale et orientale d'une part et les pays de l'ex-URSS d'autre part avec l'économie mondiale. L'intégration est étudiée avec une présentation des différentes alliances régionales et des progrès institutionnels réalisés par les pays officiellement candidats à l'élargissement de l'Union européenne.

Le dixième et dernier chapitre de l'ouvrage a été largement modifié par rapport à l'édition de 1995 où l'auteur s'interrogeait sur le fait de l'utilité d'une théorie de la transition. Pour cela Marie Lavigne rappelait la littérature théorique du socialisme de marché, les thèses du socialisme réel et les travaux de Janos Kornai pour écrire que le système socialiste avait une cohérence propre et qu'il était viable malgré un coût très élevé en facteurs de production. Ainsi l'effondrement a-t-il été fondamentalement politique et lié à l'impossible intensification des conditions de la production. La théorie de la transition était

esquissée à partir de travaux évolutionnistes et institutionnalistes sans que les uns et les autres ne parviennent à convaincre sur le point d'aboutissement du processus de transition. Il était alors présentée une économie imprégnée d'inerties issues de l'ancien système, mixte et différente du socialisme de marché. Il en découlait une approche qui soulignait l'importance des institutions et de l'État pour guider la transformation et restructurer graduellement les entreprises avant privatisation ou transformation des statuts. Dans ce chapitre revisité, Marie Lavigne semble avoir été convaincue par le fait qu'il ne s'agissait que d'une base de départ et qu'il ne serait sans doute pas aisé d'élaborer une théorie achevée avant la fin du processus de transition. Bref, les débats suscités par la première édition ont incité l'auteur à écrire qu'il ne peut pas y avoir une Théorie de la Transition. Et pourtant, même si de récents travaux et commentaires de Janos Kornai ont, plus que d'autres, été pris en compte par l'auteur (*cf.* la préface à la seconde édition), pour renoncer à une construction théorique nouvelle, l'on sent bien la réticence (que nous partageons) à céder à la réduction de concepts englobants (pays émergents) et de modèle unique (centré sur les mouvements de capitaux et les perturbations induites par les placements financiers sur le fonctionnement des marchés) pour analyser les situations de l'après socialisme en Europe centrale et orientale. Si l'on retient l'idée d'une théorie de la transition – à laquelle une nouvelle fois l'auteur semble avoir renoncé pour l'instant –, il faudrait des modèles et des schémas différents et non un modèle unique monétariste et

néoclassique pour rendre compte de l'émergence institutionnelle, des réformes structurelles encore à accomplir, et analyser les impacts/réactions des agents économiques concernés. Car enfin, sur la base de l'inventaire et de la remarquable synthèse des différentes ébauches théoriques de la transition proposées depuis l'effondrement du socialisme par les courants principaux de la pensée économique (discussion sur la nature des systèmes socialistes, références aux travaux régulationnistes, aux théories du socialisme de marché, aux thèses sur l'industrialisation), l'auteur en conclut à la possibilité d'un monde unique capitaliste. La transition est par définition temporaire, par conséquent il n'est pas nécessaire d'élaborer une théorie ; un jour, dont l'horizon est à définir, tout le monde sera sorti des difficultés. Cette approche à laquelle semble souscrire temporairement Marie Lavigne ne la convainc pas sur le fond. Quelle est la forme du capitalisme qui sera mise en place de l'Europe centrale et orientale à la Russie ? Les fondements de la crise et du système économique de la Russie rendent spécifique la société de ce pays et par là même sa transformation. Quelles formes institutionnelles vont prendre les ressorts monétaires et marchands ? Si Marie Lavigne admet la difficulté de l'élaboration d'une Théorie de la Transition globale, tous les éléments de cet ouvrage de référence montrent que l'auteur n'a pas cédé, qu'une réflexion entre le processus de transition et l'économie du développement est à engager dans le cadre d'une prochaine étape analytique.

ÉRIC BRUNAT

Vice Président de l'Université de Savoie
Faculté de Droit et d'Économie

Mercosur : Regional Integration, World Markets.

ROETT, Riordan (dir.). Boulder, Lynne Rienner Publishers, Inc., 1999,
XI-139 p.

L'histoire des faits économiques et sociaux de la seconde moitié du vingtième siècle aura été marquée par une ouverture significative des économies sur les marchés mondiaux – mouvement qui, depuis, a pris le nom de mondialisation. Ainsi, la croissance des échanges commerciaux a-t-elle connu un rythme deux fois plus élevé que celle de la production de biens et services. À cette tendance de fond, le phénomène de régionalisation, à travers la constitution de vastes ensembles régionaux, apparaît pour de nombreux observateurs comme une forme de régulation du commerce international. Au total, les échanges commerciaux internationaux s'organisent autour d'un double phénomène, un mouvement paradoxal sur un continuum entre mondialisation et intégration. Dès lors, il convenait de s'interroger sur la spécificité de ces « alliances régionales » et de leur insertion dans « l'économie-monde » – pour reprendre une expression chère à l'historien Fernand Braudel.

Ce livre – qui est en fait la somme de contributions originales de spécialistes du « cône sud-américain » – apporte un éclairage nouveau sur l'une d'entre elles : le Mercosur, « le Marché Commun du Sud ». L'ouvrage édité par Riordan Roett, professeur de sciences politiques à *The Paul H. Nize School of Advanced International Studies* (SAIS, *Johns Hopkins University*), loin de n'être qu'une énième description de la structure actuelle de ce vaste